



C.I.D.F.F. ASSOCIATION

**Siège social : 14 rue Jean Louis Delaporte
10000 TROYES**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Aux adhérents,

1/ OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association C.I.D.F.F. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2/ FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

3/ INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

4/ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formulation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

5/ VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

6/ INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont

considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Troyes, le 29 juin 2024

FCN

Commissaire aux comptes

Aurélie LAMOUREUX

Associée Signataire

Signé par Aurelie Lamoureux
Le 01/07/24

ID: tx_DaVLr92IW59d



ANNEXE

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

-
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
-

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains (y compris agencts et aménagts terrains)				
	Constructions sur sol propre	147 500	7 355	140 145	143 833
	Constructions sur sol d'autrui				
	Installations techniques, matériel et outillage				
	Autres immobilisations corporelles	33 036	32 829	207	919
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROITS					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	45		45	45	
Prêts					
Autres immobilisations financières	92		92	92	
	TOTAL (I)	180 673	40 184	140 489	144 888
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Avances et acomptes versés sur commandes	340		340	340
	CREANCES (3)				
	Usagers (familles, élèves)	65		65	11 860
	Personnel et organismes sociaux				
	Etat et autres collectivités publiques				
	Autres créances	42 765		42 765	23 915
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	228 528		228 528	193 903
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 787		1 787	3 740	
	TOTAL (II)	273 485		273 485	233 757
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		454 157	40 184	413 973	378 645
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

	FONDS ASSOCIATIFS		31/12/2023	31/12/2022
	FONDS PROPRES			
	Fonds associatifs sans droit de reprise			
	- Valeur du patrimoine intégré		148 602	141 433
	- Fonds statutaires			
	- Apports sans droit de reprise			
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			
	- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables			
	Ecarts de réévaluation			
	Réserves			
	Dont <i>Réserves statutaires</i>			
	<i>Réserves pour investissements</i>			
	<i>Réserves de trésorerie</i>			
	<i>Autres réserves</i>			
	Report à nouveau			
	Résultat de l'exercice		24 036	7 169
	TOTAL DES FONDS PROPRES		172 638	148 602
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS			
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	- Apports avec droit de reprise			
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables			
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
	Ecarts de réévaluation			
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
	Dont <i>Subventions d'équipement</i>			
	<i>Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement</i>			
	<i>Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires</i>			
	<i>Autres subventions d'investissement</i>			
	Droits des propriétaires			
	TOTAL DES AUTRES FONDS ASSOCIATIFS			1 245
	TOTAL DES FONDS ASSOCIATIFS (I)		172 638	149 847
	PROVISIONS			
	Provisions pour risques			
	Provisions pour pensions et obligations similaires		28 809	21 960
	Provisions pour gros entretien			
	Autres provisions pour charges			
	TOTAL DES PROVISIONS (II)		28 809	21 960
	Fonds dédiés			
	TOTAL DES FONDS DEDIES (III)		13 187	13 187
	DETTES (I)			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		129 290	138 491
	Avances et acomptes reçus des usagers			
	Dettes fournisseurs		6 762	4 591
	Dettes fiscales et sociales		56 287	46 768
	Dettes sur immobilisations			
	Autres dettes			
	Produits constatés d'avance		7 000	3 801
	TOTAL DES DETTES (IV)		199 340	193 651
	Ecarts de conversion passif (V)			
	TOTAL PASSIF (I à V)		413 973	378 645
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes		24 035,71	7 168,94
	(1) Dont à moins d'un an		79 426	64 441
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
	ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	53 599	40 041
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	299 779	242 620
	Dons	5	
	Cotisations	150	50
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante		122
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	5 885	11 243
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	359 417	294 076
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	64 239	62 697
	Impôts, taxes et versements assimilés	6 022	4 790
	Rémunération du personnel	207 159	166 491
	Charges sociales	48 085	36 521
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	4 400	4 395
	Dotation aux provisions	6 849	
	Autres charges		1
	Total des charges d'exploitation	336 755	274 895
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	22 662	19 181
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	1 599	746
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	1 470	1 571
	2 - RESULTAT FINANCIER	128	(825)
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	22 791	18 356
	Produits exceptionnels	1 245	
	Charges exceptionnelles		
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 245	
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		11 187
	TOTAL DES PRODUITS	362 261	294 822
	TOTAL DES CHARGES	338 225	287 653
	EXCEDENT ou DEFICIT	24 036	7 169
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	23 608	26 035
	Bénévolat	7 131	7 943
	Prestations en nature	16 477	18 092
	Dons en nature		
	CHARGES	23 608	26 035
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	16 477	18 092
	Personnel bénévole	7 131	7 943

Etats financiers au 31/12/2023

ANNEXE

Annexe libre 2

Missions CIDFF - Description de l'association

Etat exprimé en **euros**

Le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF de l'Aube) exerce une mission d'intérêt général confiée par l'État, dont l'objectif est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes, ainsi que de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le CIDFF suit une charte nationale. Il informe, oriente et accompagne le public, en priorité les femmes, dans les domaines :

- de l'accès au droit ;
- de la lutte contre les violences sexistes ;
- du soutien à la parentalité ;
- de l'emploi,
- de la formation professionnelle et de la création d'entreprise ;
- de la sexualité et de la santé.

Le CIDFF est une structure associative, soutenue par différents partenaires (Etat, Régions, Départements, ARS, Communes et communautés de communes, etc.).

Les prestations du CIDFF sont à destination de tout public et en priorité des femmes.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 413 973 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 362 261 euros et un total charges de 338 225 euros, dégageant ainsi un résultat de 24 036 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par le Conseil d'Administration.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Concernant l'application du règlement sur les actifs, la société a retenu les hypothèses suivantes :

- Compte tenu de la nature de ses immobilisations, la société n'a pas été en mesure d'identifier de composants significatifs.
- La société ne prévoit pas de céder ses immobilisations avant l'achèvement de leur durée de vie. La durée d'utilisation correspond en pratique aux durées d'usage qui étaient antérieurement pratiquées.
- La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur utilisation étant, pour la quasi-totalité de celle-ci, non significative ou difficilement chiffrable, elle n'a pas été prise en compte.

S'agissant de matériel d'occasion, les immobilisations sont amorties sur une courte durée.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Constructions	40 ans
- Installations générales, agencements	5 à 6 ans
- Mobilier de bureau & informatique, mobilier	3 à 5 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changement de méthodes

En application du règlement ANC n°2018-06, les états financiers tiennent compte de la nouvelle réglementation comptable. Cette nouvelle réglementation est sans impact significatif sur les comptes de l'association. La présentation des comptes adopte le nouveau format légal.

Faits marquants

RAS

Evènements post-cloture

RAS

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant facturé au titre de l'audit des comptes clos au 31.12.2023 s'élève à 2496 € TTC.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Effectif moyen

L'effectif moyen sur l'année 2023 s'élève à 6.74 ETP.

Cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	147 500					147 500
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	3 569					3 569
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	29 467					29 467
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	180 536					180 536
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	45					45
	Prêts et autres immobilisations financières	92					92
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	137					137
TOTAL		180 673					180 673

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	3 667	3 688		7 355
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	3 569			3 569
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	28 548	712		29 260
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 784	4 400		40 184
TOTAL		35 784	4 400		40 184

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux usagers Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretien et grandes révisions Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer Autres	21 960	6 849		28 809
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	21 960	6 849		28 809
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div> Sur stocks et en-cours Sur comptes usagers (familles, élèves) Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		21 960	6 849		28 809
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			6 849	1 245	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Transferts de charges

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Formations remboursements	2 163
IJSS	31
FRCIDFF	517
Remboursement de charges AVIM-RS	3 174
TOTAL	5 885

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		42 765
Autres créances		42 765
<i>SUBV. ET AUTRES PDTS A RECEV.</i>	42 765	



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		53 043
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <i>INTERETS COURUS</i>	80	80
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FNP</i>	4 967	4 967
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISION POUR CONGES A PAYER</i> <i>PERSONNEL A PAYER</i> <i>CHARGES A PAYER</i>	30 446 12 500 5 050	47 996

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			1 787
Charges d'exploitation		1 787	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 787

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			20 187
fonds dédiés		13 187	
PCA : DDFIP de la Marne		3 000	
PCA : GESCOD		4 000	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			20 187

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Le détail des subventions reçues se décompose comme suit :

N° de compte	Intitulé	Solde N	Solde N-1
740000	SUBVENTION DRDFE CPO	99 103	54 760
740120	SUBVENTION FNCIDFF IFE	0	6 400
741120	SUBVENTION REGION GRAND EST	9 810	8 190
741300	SUBVENTION SGARE-PRIP	0	0
741320	SUBV CONSEIL DEPARTEMENTAL	4 000	4 000
741321	SUBVENTION BOP 104	8 000	13 374
741325	SUBVENTION A N C T CPO Contrat de Ville	41 000	44 284
741330	SUBVENTION O C I R P	20 400	20 400
741400	CONTRAT DE VILLE C C P R S-chemin	3 000	2 000
741401	SUBVENTION CONTRAT DE VILLE - GPE	0	2 340
741403	PRIX HARMONIE MUTUELLE TROPHÉE ESS	1 000	0
741405	SUBVENTIONS C C P R S- permanences	10 059	9 751
741415	SUBVENTION GESCOD	5 000	0
741420	SUBVENTION VILLE DE TROYES	6 000	6 000
741430	SUBVENTION CPAM	0	0
741510	SUBVENTIONS A.R.S. CPO	17 900	7 000
741511	SUBVENTION DIRPJJ CPO	0	9 235
741520	SUBVENTION F I P D- AXE- D et R	18 500	16 500
741530	CONTRAT DE VILLE T C M	6 538	11 700
741535	SUBVENTION DIRPJJ	13 460	0
741600	SUBVENTION ST ANDRE LES VERGERS	1 500	1 500
741610	SUBVENTION PONT ST MARIE	100	0
741620	SUBVENTION CAF/REAAP	14 836	16 000
741630	SUBVENTION LA CHAPELLE ST LUC	500	500
741640	SUBVENTION MSA	3 000	
741810	ASP ADULTE RELAIS C.U.I-C.A.E.	7 635	8 686
741830	SUBVENTIONS FONJEP CGET DUO 741	12 438	0
TOTAL		299 779	242 620

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Le détail des prestations de services reçues se décompose comme suit :

- Interventions diverses :
 - Mission locale : 7 691
 - Divers : 9 811
 - CIDFF 67 : 32 437
- Sous location Laure FERTE : 2 760
- Interventions CDAD : 900

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Le bénévolat a été valorisé et comptabilisé dans les comptes annuels pour un montant global de 7131 €. A ce titre, les heures de bénévolat ont été valorisées au SMIC chargé.

La Ville de Troyes met à disposition gratuitement, selon une convention tacitement reconductible annuellement :

- o divers matériels
- o plusieurs locaux à Troyes:
 - Espace de la Porte Saint Jacques 2 Place de Soët
 - Maison de quartier des Chartreux 120 ter avenue Édouard Herriot
 - Centre social René Peltier 110 bis avenue Édouard Herriot
 - Maison de quartier des Marots 23 rue Trouvassot

Cette mise à disposition a pour but de permettre à l'association d'y organiser des permanences, des réunions, des fêtes et des cérémonies apportée par la ville de Troyes pour l'année 2023.

Il y a aussi d'autres mises à disposition par les communes de Saint André les Vergers, Romilly Sur Seine,...

Au total les mises à dispositions sont de 16 477 €.

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds propres				
- Valeur du patrimoine intégré	141 433	7 169		148 602
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires				
Réserves pour investissements				
Réserves de trésorerie				
Autres réserves				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	7 169	28 036	7 169	28 036
Autres fonds associatifs				
- Apports avec droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisé				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'équipement				
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amort.				
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires				
Autres subventions d'investissement				
Droits des propriétaires				
TOTAL	148 602	35 205	7 169	176 638

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Journée santé	2 800			2 800
Rallye Citoyen	2 000			2 000
DIRPJJ	8 387			8 387
TOTAL	13 187			13 187

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	92		92
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	65	65	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	42 765	42 765	
	Charges constatées d'avances	1 787	1 787	
	TOTAL DES CREANCES	44 708	44 617	92
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	129 290	9 377	38 227	81 687
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	6 762	6 762		
	Personnel et comptes rattachés	42 946	42 946		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 003	13 003		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	339	339		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	20 187	20 187		
	TOTAL DES DETTES	212 527	92 613	38 227	81 687
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		9 195			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



C.I.D.F.F. ASSOCIATION

**Siège social : 14 rue Jean Louis Delaporte
10000 TROYES**

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2023**

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L.612-5 du Code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

En application de ces prescriptions, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes :

- ↳ La ville de Troyes dont Madame Elisabeth GARIGLIO est adjointe au Maire, a versé à votre association en 2023 une subvention de 6 000 €.
- ↳ Le 13 septembre 2022, il a été conclu entre la Ville de Troyes et votre association une convention tacitement reconductible annuellement de mise à disposition gratuite de :

* divers matériels (tables, chaises, tableaux, téléphone, photocopieur)

* de plusieurs locaux à Troyes sis :

- ° **Espace de la Porte Saint Jacques** 2 Place de Soët
- ° **Maison de quartier des Chartreux** 120 ter avenue Édouard Herriot
- ° **Maison de quartier des Marots** 23 rue Trouvassot

afin de permettre à votre association d'y organiser des permanences, des réunions, des fêtes et des cérémonies.

Le montant de l'aide indirecte apportée par la collectivité pour l'année 2023 est estimé à un prix global de 450 €.

Fait à Troyes, le 29 juin 2024

FCN

Commissaire aux comptes

Aurélie LAMOUREUX

Associée Signataire

Signé par Aurelie Lamoureux
Le 01/07/24

ID: tx_DaVLr92IW59d

The logo consists of the word 'SignX' in a stylized blue font, followed by 'FCN' in a bold blue font. Below 'FCN' are the words 'EXPERTISE', 'AUDIT', and 'CONSEIL' in a smaller, stacked font.